Brian Stiltner, *Religion and the Common Good. Catholic Contributions to Building Community in a Liberal Society*

Lanham (Maryland), Rowman & Littlefield Publishers, 1999, 203 p.
(bibliogr., index).

Émile Goichot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/1323>

DOI : 10.4000/assr.1323

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2003

Pagination : 59-157

ISBN : 2-222-96732-5

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Émile Goichot, « Brian Stiltner, *Religion and the Common Good. Catholic Contributions to Building Community in a Liberal Society* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 122 | avril - juin 2003, document 122.49, mis en ligne le 10 novembre 2005, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/1323> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.1323>

l'autorité des évêques dans la société brésilienne ».

Le moins qu'on puisse dire c'est que la conclusion ne se déduit pas des prémisses ! C'est l'ensemble de l'activité des secteurs progressistes de l'Église qui permet de juger du caractère libérationniste ou non de cette mouvance socioreligieuse. La participation de quelques évêques proches du courant progressiste à ces rencontres témoigne, tout au plus, de leurs illusions à pouvoir « limiter les dégâts » grâce à un dialogue direct avec les représentants du pouvoir.

Michael Löwy.

122.49

STILTNER (Brian).

Religion and the Common Good. Catholic Contributions to Building Community in a Liberal Society. Lanham (Maryland), Rowman & Littlefield Publishers, 1999, 203 p. (bibliogr., index).

Le sous-titre pourrait prêter à confusion. On n'attendra pas une analyse des apports concrets du catholicisme aux sociétés libérales, mais, contre la prétention du libéralisme à cantonner la religion dans la sphère du privé, de la défense du droit d'intervention des Églises dans le champ politique. Pour l'établir, l'auteur emprunte un long détour théorique. Il distingue, au lendemain des Lumières, deux positions, ou plutôt deux pôles : le libéralisme (avec diverses variantes) qui « place le bien commun dans l'accord des citoyens pour vivre dans une société structurée par le respect des droits et la poursuite en commun de la liberté et du bonheur individuel » ; le communautarisme (avec lui aussi ses variantes) pour lequel il existe un bien social transcendant les biens individuels. Le livre se propose de montrer qu'un courant de la pensée catholique, ce qu'il appelle *communal liberalism*, réalise une médiation heureuse entre les conceptions libérales et communautariennes.

Médiation pressentie, esquissée, au temps des Lumières, par Locke et Moses Mendelssohn. Leur libéralisme présente une conception du bien commun où la religion joue un rôle pour unifier les sociétés et identifier droits et responsabilités, la liberté religieuse trouvant ses limites dans ce qui est nécessaire à la préservation de la société civile (Locke écartant à ce titre athéisme, catholicisme, islam, Mendelssohn le seul athéisme). Médiation refusée, ou au moins ratée, avec John Rawls, qui semble le contre-modèle du livre. En instaurant une séparation rigoureuse entre la vie publique et toute

conception particulière, religieuse ou morale, du bien, il prétend fonder l'ordre politique sur une sorte de plus petit dénominateur commun accordé à la *raison publique*, il établit la priorité du *droit* sur le *bien*. Rawls, certes, nuance sa thèse, il ne privatise pas tout à fait la religion, mais, au gré de l'A., « il sous-estime sa contribution potentielle au débat public et à l'unité sociale » ; juste à cet égard la critique « communautarienne » de Michael Sandel. La médiation réussie, équilibrée, serait apportée par la philosophie politique de Jacques Maritain, avec sa double approche : proprement philosophique, la loi naturelle [on peut se demander si cette loi, chez Maritain, ne découle pas d'une théologie] ; théologique, le personnalisme thomiste. Au demeurant, ces deux chapitres ne parviennent pas à convaincre du libéralisme de Maritain. Si le communautariste, selon les définitions initiales, c'est celui dont la conception du bien commun est commandée par des positions religieuses, il se range plutôt de ce côté-là. Un dernier chapitre voudrait mettre en œuvre ce *communal liberalism* sur le problème de l'avortement. Il est encombré de considérations générales qui ne font guère avancer la question. Pour autant qu'on puisse en dégager la médiation entre *prochoice* et *prolife* proposée par l'A., elle semble relever de la fameuse recette du pâté d'alouette. Il ne refuse pas le droit à l'avortement dans des limites temporelles restreintes et des situations tragiques, mais affirme « *a moral presupposition in favor of protecting fetal life* » et développe longuement les mesures « sociales » pour éviter les avortements ou en réduire le nombre. Quant au rôle des Églises, les six « maximes » proposées, d'ailleurs fort louables, font l'impasse sur la contraception.

« *My task here is not a sociological one* » avertit B.S. au détour d'un développement – certes, ni d'ailleurs *historical*. Mais peut-on suivre « les développements philosophiques à l'intérieur du libéralisme » à partir de quatre ou cinq jalons, séparés par deux ou trois siècles et en se désintéressant de leur ancrage socio-historique ? B.S. avait pourtant perçu un problème piquant : « Depuis la fin du XIX^e siècle, les idées libérales ont exercé une influence sur la pensée politique catholique, avec ce résultat que les spécialistes d'éthique et l'Église institutionnelle acceptent maintenant les droits de l'homme, la démocratie et les politiques économiques libérales – y compris à la fois le libre marché et les institutions du *social-welfare*. » De cette évolution, il faudrait en effet saisir le processus, les aléas ... et les limites dans la réalité concrète, sans oublier que l'Église catholique est *romaine*. Or ce livre ne fait jamais recours aux documents du Magistère. A vrai

dire, il est exclusivement *américain*, dans ses auteurs de référence (Maritain y compris, qui n'intervient que pour sa période américaine), sa bibliographie, sa problématique – ce qui constitue sans doute son principal intérêt.

Émile Goichot.

122.50

SWATOS (William H. Jr.),
TOMASI (Luigi).

From Medieval Pilgrimage to Religious Tourism. The Social and Cultural Economics of Piety. Westport (Co), Praeger Publishers, 2002, 208 p. (bibliogr., index).

Initié par L.T. et mis en forme éditoriale par W.H.S., cet ouvrage rassemble dix contributions dont le propos est de donner à voir la continuité entre les phénomènes anciens de pèlerinage et les déplacements modernes d'un tourisme religieux en pleine expansion. Le lien s'établit directement entre les premiers et les seconds puisque les lieux de pèlerinage anciens tendent à devenir, par excellence, les pôles d'attraction du tourisme religieux. Mais le rapprochement va plus loin. Car le pèlerinage religieux traditionnel – véritable phénomène de masse au Moyen Âge, comme le rappelle L. Kaelber – ne se résumait pas à des objectifs proprement spirituels, pénitentiels et dévotionnels. Ses finalités secondes, dans l'ordre culturel, économique et politique, étaient extrêmement importantes. Cette polyvalence fonctionnelle justifie également le rapprochement avec le tourisme religieux de masse contemporain, qui attire à la fois des randonneurs en mal de sens, et des fidèles en mal de culture, dans des lieux qui sont investis par des opérateurs touristiques, spécialisés ou non, intégrés à l'économie globale des loisirs et du voyage. Troisième terrain de rapprochement : le pèlerinage ancien constituait, pour ceux qui s'y engageaient, une expérience sociale totale qui comportait des enjeux identitaires majeurs. Il est évidemment intéressant de considérer sous cet angle, comme le fait L. Voyé, les pèlerinages contemporains et le rapport qu'entretient leur succès présent à la quête de soi. La « culture du voyage » répond adéquatement aux besoins d'expression des trajectoires d'identification parcourues par des sujets religieux mobiles. Il apparaît aussi que la vitalité actuelle des centres de pèlerinage anciens ne tient pas seulement au développement d'une spiritualité ultra-moderne des hauts-lieux et des moments forts, renforcée par le mouvement de patrimonialisation culturelle du religieux répondant lui-même à l'affaiblissement d'une culture et d'une pratique religieuses partagées dans les pays européens. Elle participe aussi de la continuité relativement pré-

servée d'une religiosité populaire centrée sur la recherche de l'obtention de bénéfices personnels, dans l'ordre de la guérison notamment. Cette religiosité traditionnelle – fortement investie dans la pratique pèlerine – est susceptible de se recomposer dans un style contemporain de religiosité individualisée et pragmatique, ordonnée à la satisfaction, ici et maintenant, des attentes des nouveaux pèlerins. On regrettera que la mise en perspective historique annoncée par l'ouvrage se résume trop exclusivement au face à face établi entre les traits du pèlerinage médiéval et ceux des pratiques pèlerines de la haute modernité. Esquissée marginalement par la contribution de M. Macciotti, la reprise de la dynamique historique des vagues pèlerines en Europe demeure très évasive, et elle fait défaut pour saisir, au-delà des apparentements immédiats entre phénomènes formellement comparables, ce qui les rapproche et ce qui les sépare. Mais plusieurs contributions, sur les « pèlerinages païens » (M. York), sur les « voyages à Katmandu » (R. Quinney) et surtout sur les « visites aux lieux des désastres » (A. Biasi) apportent des éclairages inédits sur le « tourisme pèlerin » contemporain.

Danièle Hervieu-Léger.

122.51

TIETZE (Nikola).

Jeunes musulmans de France et d'Allemagne. Les constructions subjectives de l'identité. Paris, L'Harmattan, 2002, 237 p., (bibliogr.), (coll. « Religion et sciences humaines », série « AFSR »).

Il faut souligner l'apport précieux de cet ouvrage dans le champ de la sociologie de l'islam en France. Le projet de ce livre est de répondre à la question « qu'est-ce qu'un musulman ? » (posée à la page 7) et il semble que tout au long du livre la réponse qui s'élabore est la suivante « c'est un sujet inscrit dans un parcours ». C'est ce parcours que N.T. dessine ici.

La problématique générale de l'ouvrage peut sembler familière à ceux qui explorent la manière dont se construisent, dans la modernité, les identités religieuses. Elles se construisent dans le temps (parcours croyants), elles se construisent dans l'espace (celui des banlieues, des quartiers des grandes villes, comme Paris, Strasbourg ou Hambourg), elles se construisent de manière éminemment subjective (la thèse développée ici s'inscrit parfaitement dans une sociologie de l'individualisation du croire). En situation de diaspora, les identités se construisent également dans des contextes fortement marqués par les histoires, les « traditions socio-politiques » et les « structures juridiques » exis-